Jean Louis Cailloux

Pour une Contribution Municipale A la sécurisation d'emploi et de formation

À l'approche des élections municipales et cantonales, nous pourrions proposer des éléments de programmes pour faire avancer une sécurisation effective de l'emploi et de la formation au plan municipal.

Ce travail d'examen ne peut se lire qu'en liaison avec le texte soumis au débat national (1).

Il s'agit d'enrichir le projet municipal en incluant dans le concept de « démocratie participative » un volet articulant l'intervention des salariés et celle des populations des villes et de leurs élus sur l'emploi et la formation dans la gestion des entreprises ainsi que dans les instances territoriales délibérant sur ces enjeux. situées dans la ville.

Il s'agit de développer un échelon de base qui pourrait s'inscrire dans le projet de mise en place d'un futur service public de sécurisation de l'emploi et de la formation.

Cela concerne les projets d'activités des entreprises, la gestion des emplois, les mesures contre les licenciements et pour les formations et les reclassements. Avec un gros effort de coopération et de mutualisation des connaissances, des actions.

Il s'agit de dépasser le niveau de protestations et des déclarations de soutien aux luttes et de progresser pour :

- a) Aider à combattre l'irresponsabilité actuelle qui conduit aux restructurations et aux délocalisations. Il s'agit donc de faire face bien en amont aux décisions prises généralement dans les cercles étroits d'actionnaires et qui viennent percuter la vie des salariés et des citoyens.
- b) Faire en sorte que l'emploi ne soit pas réduit à une variable d'ajustement au nom de la modernisation, les nouvelles technologies servant, avant tout, à faire rendre le maximum de valeur aux actionnaires.
- c) Agir pour une mobilité de promotion des travailleurs, avec des formations longues et des rotations emploi formation pour des réponses d'efficacité sociale aux défis des nouvelles technologies et de la mondialisation.
- d) Mettre en place une maîtrise populaire, personnelle et collective, des évolutions de l'emploi et des qualifications sur les territoires.

La première idée est de faire en sorte que les municipalités développent une action convergente avec les comités d'entreprise, les délégués du personnel,

Il convient d'agir pour que ceux-ci puissent disposer de pouvoirs d'intervention élargis afin qu'avec les élus locaux, ils interviennent " à froid ", anticipent et transforment le contenu patronal des gestions prévisionnelles des entreprises pour les faire converger vers la réalisation d'objectifs chiffrés d'emplois et de formations.

Il s'agit aussi d'organiser dans les territoires les recensements de besoins d'emplois et de formation, de mettre en œuvre les actions visant à y répondre avec les engagements contraignants pour les entreprises.

Il s'agit d'appuyer localement par l'action et l'expérimentation, l'idée d'une transformation radicale, opposant à l'insécurité fondamentale du marché du travail, de nos jours exacerbée, une sécurité des emplois et des activités professionnelles.

1/ MISE EN PLACE D'UN CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL LOCAL POUR LA SÉCURITÉ D'EMPLOI ET DE FORMATION. (CESLSEF)

Certaines municipalités ont déjà mis en place des choses. Il existe des maisons de l'emploi et de formation, des cités des métiers, des pépinières d'entreprises, etc

La proposition faite ci-dessous ne les contredit pas, mais est d'une autre nature.

Le CESLSEF (nous pouvons trouver un acronyme plus sympathique) devrait être d'un type nouveau.

Il s'agirait d'un conseil permanent.

Ce conseil serait par exemple composé pour 1/3 de représentants syndicaux des entreprises et lieux d'activité, de service de la ville, 1/3 d'élus municipaux et 1/3 de représentants du patronat local des grandes et petites entreprises. (Cette dernière représentation sera sans doute plus difficile à composer, mais la municipalité peut être incitative), Des représentants des agents du service public local de l'emploi, et de formation participeraient à ce conseil.

Il serait ouvert à saisine de tous les représentants des salariés sur les questions de l'emploi et de la formation.

Ce conseil agirait pour assurer une transparence et une aide à la maîtrise dans la mise en œuvre de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) dans les entreprises et services. Il interviendrait aussi sur les projets de développement de la ville et sur leur mise en œuvre.

Ce conseil devrait organiser une veille permanente sur les facteurs susceptibles de transformer les conditions d'activité d'une entreprise locale et se mobiliser sur les moyens de faire face aux exigences qui en découleraient.

Il s'agit de sortir la GPEC du monopole patronal et de sa soumission aux exigences de rentabilité financière.

Le CESLSEF devrait se doter de moyens d'investigation pour une GPEC démocratisée s'assurer de la contribution des comités d'entreprise, les délégués du personnel, des salariés et de leurs organisations pour élaborer des propositions d'anticipation et de contre-propositions. (en veillant à ce que cela ne soit reçu comme un chapeautage des syndicalistes par les élus)

Il s'agit de réunir toutes les informations permettant d'anticiper les politiques industrielles et de services et adjoindre les besoins de développement de formations, d'essor des qualifications, de transformation des emplois existants et de création de nouveaux emplois, ainsi que des moyens financiers nouveaux à l'appui de propositions alternatives.

Le CESLSEF agirait pour une GPEC étendue à **toutes les entreprises de la ville** afin de l'articuler aux besoins en matière d'emplois et de formation dans la ville et le bassin d'emploi.

Le CESLSEF agirait ainsi pour décloisonner l'entreprise vis-à-vis de la cité, pour la responsabiliser socialement et territorialement. Dans un effort citoyen permanent d'inventaire des besoins d'emplois et de formation, avec les investissements et les financements nécessaires, il s'agit de progresser dans la réalisation d'engagements chiffrés annuels de conversion et de création d'emplois avec les formations nécessaires, pour moderniser tout en faisant reculer sans cesse le chômage.

En développement de la démocratie participative, le CESLSEF il pourrait proposer des réunions du personnel des entreprises.

Doté de personnel permanent, le CESLSEF agirait pour :

1) Le respect des négociations annuelles de la GPEC dans les entreprises de la ville

2) Une mise en place d'aides d'Etat incitant à la négociation d'accords permettant aux salariés d'anticiper les changements dans les sociétés.

dans la législation qu'une action du ressort de ces conseils)

3) mette en place une instance d'examen des propositions alternatives sur l'emploi.

le respect dans tous les cas de la consultation préalable du C.E et d'un appui éventuel d'expertise.

5) Encourager les entreprises à articuler GPEC et réalisation d'engagements chiffrés devant les municipalités et les conférences régionales de sécurisation pour lesquelles le CESLSEF militerait. (Sur ce point, il s'agit plutôt d'une bataille juridique pour de nouveaux droits à inscrire

2) LE CESLSEF ET LA SECURISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS

Les licenciements pour motif économique constituent le pivot du dispositif français d'accompagnement des restructurations.

En s'inspirant de la législation qui en 2001 ouvrait aux comités d'entreprises un droit d'opposition, de suspension et de contre-proposition face aux décisions patronales impactant l'emploi. Les communes pourraient agir pour créer les conditions d'une responsabilisation des entreprises socialement et territorialement.

Il s'agit de faire reculer les mobilités contraintes, la précarité pour les salariés et leurs familles, de rendre plus efficaces les dépenses d'accompagnement social pour l'Etat et les collectivités territoriales.

a) intervention pour s'opposer aux licenciements pour motif économique

Afin d'empêcher ou de freiner, lors de difficultés rencontrées par l'entreprise, le recours aux licenciements, :

Le CESLSEF permettrait – au CE, ou en son absence, aux syndicats, exercer leur droit d'élaboration de solutions alternatives. Il s'agirait de diminuer d'autres coûts de l'entreprise que le seul coût salarial de l'emploi (intérêts versés aux créanciers, dividendes versés aux actionnaires, gâchis d'équipement...). Ces propositions feraient l'objet d'une publicité dans les entreprises et dans la ville. Le conseil pourrait solliciter les moyens financiers en s'adressant aux institutions financières à des Fonds existants ou à créer (par exemple les fonds régionaux pour l'emploi et la formation.) et inciter les employeurs à offrir un reclassement sur un emploi au moins équivalent à l'emploi supprimé et avec l'accord du salarié.

b) Intervention pour de nouvelles conditions au “ plan de sauvegarde de l'emploi ”

En agissant ainsi, la municipalité, travaillerait pour rendre plus effectif un droit de contre-proposition et pour qu'une procédure de licenciement économique ne puisse être engagée tant qu'un plan visant au reclassement des salariés, s'intégrant au “ plan de sauvegarde de l'emploi ”, n'a pas été présenté par l'employeur aux représentants du personnel et tant qu'il n'aura pas été répondu de façon motivée à leurs propositions alternatives.

Le CESLSEF agirait pour corriger la grave inégalité de traitement qui existe entre groupes et PME de la ville, du point de vue de l'ampleur et de l'efficacité possibles des mesures prévues à l'intention des salariés par le “ plan de sauvegarde de l'emploi ”. (Attention, aux retombées financières sur les collectivités.)

Concernant les PME autonomes, elles devraient à défaut de compter sur ses propres ressources avoir, la possibilité de bénéficier, le cas échéant, des moyens mutualisés des Fonds de sécurisation de l'emploi et de la formation.

3) POUR UNE SECURITE DE RECLASSEMENT CHOISI

Le CESLSEF (élus communistes ou municipalités) agira pour que les salariés concernés puissent bénéficier d'une sécurisation de l'emploi choisi.

Cette **sécurisation de reclassement choisi** militerait pour que chaque salarié concerné puisse bénéficier des dispositions actuelles du congé de reclassement avec une rémunération mensuelle à la charge de l'employeur. Le CESLSEF militerait pour un montant égal à 80 % du salaire brut perçu au cours des 12 mois précédents, le 20 % restant étant à la charge d'un **Fonds d'assurance formation**.

Ces nouvelles conditions de sécurisation des reclassements marcheraient alors de pair avec la sécurisation progressive de la création d'emplois et de l'essor des formations dans chaque région et à l'échelle de tout le pays. Ainsi, le risque pour le salarié concerné de repasser par la case chômage au terme de cette période de transition serait-il d'emblée considérablement diminué, pour être ensuite progressivement éradiqué.

Annexe

Le travail des CESLSEF serait un point d'appui pour agir de manière concertée sur d'autres niveau que celui de la ville.

a) Sécuriser le re-développement des bassins touchés par des licenciements collectifs

Le CESLSEF devrait agir pour que les entreprises soient responsabilisées face aux populations des bassins touchées par les licenciements qu'elles auraient décidés et qui n'auraient pas pu être évités.

Ces entreprises devraient

Contribuer à la création d'activités et au développement des emplois sur les autres entreprises **dans le (s) bassin (s) d'emploi** afin d'atténuer les effets du licenciement envisagé ;

Conclure une convention avec le CESLSEF et le représentant de l'Etat, sur la nature et les modalités de financement et de mise en œuvre des actions de re-développement ainsi prévues.

Le CESLSEF serait un observatoire de l'exécution de ces actions de re-développement et de réparation des effets territoriaux des licenciements collectifs et du suivi de la réalisation des engagements chiffrés annuels fixés par les conférences régionale et nationale de sécurisation de l'emploi et de la formation. Le CESLSEF agirait pour un droit effectif à la réintégration des salariés victimes de licenciement individuel abusif.

Dans ce dessein, le CESLSEFS devrait avoir la possibilité de saisir un instrument d'action et de financement territorial.

b) Responsabilité sociale et territoriale des entreprises et de leurs groupements dans les bassins d'emploi et au plan national.

Les élus communistes agiront pour :

- Faire assumer une responsabilité sociale et territoriale aux entreprises et à leurs groupements, en commençant par les plus grandes.
- Pour favoriser l'avancée d'autres gestions d'efficacité sociale en faveur de l'emploi et de la formation. D'autres coopérations européennes seront impulsées dans le même sens.
- Pour obtenir une modulation des prélèvements obligatoires sur les entreprises pour les responsabiliser en posant un principe général de modulation du taux de chacun de ces prélèvements.
- Pour le rétablissement de la loi sur le contrôle des fonds publics attribués aux entreprises.

Avec Le CESLSEF, ils agiront : pour transformer les réseaux des groupes en réseau de coopération pour sécuriser et promouvoir emploi et favoriser les coopérations des PME sur le territoire.

Le CESLSEF devrait se tenir informé des potentiels formidables de productivité nouvelle des hautes technologies.

Le CESLSEF devrait apporter son concours aux sous-traitants des grands groupes.

Il s'agirait d'organiser des pôles de coopération, poussant à développer beaucoup plus amplement et partout l'utilisation des recherches, les coopérations avec l'université et le secteur public, pour la modernisation des productions et des secteurs d'études à partir de la formation et de la promotion des qualifications, avec des créations d'emplois dans les entreprises et dans les services publics.

Il agirait pour promouvoir :

de nouveaux droits de chaque personne, de nouveaux pouvoirs collectifs et institutions démocratisés pour les faire appliquer ;

de nouveaux moyens financiers et une autre utilisation de l'argent, avec d'autres relations entre banques et entreprises, trop absentes du débat.

Il s'agirait de mettre en place un nouveau triangle institutionnel : objectifs sociaux de sécurisation, droits et pouvoirs, moyens financiers.

c) Il apporterait son concours à la définition de principes nouveaux du droit du travail,

D'une Sécurisation des contrats de travail et un statut de sécurisation et de promotion des travailleurs,

D'institutions sociales et publiques nouvelles

Un service public et social refondu et démocratisé de sécurisation de l'emploi et de la formation,

Des Conférences départementales, régionales et nationales annuelles sur l'emploi et la formation,

Des droits nouveaux et des pouvoirs des travailleurs dans les entreprises,

De nouveaux critères d'utilisations des fonds et moyens financiers, avec des pouvoirs démocratiques sur les fonds.

L'appropriation des quatre grands sources de financement possibles.

Des fonds publics nationaux et régionaux. Une réorientation et une conception nouvelle du crédit au service de l'emploi et de sa sécurisation. Des fonds des entreprises qui doivent être réorientés par d'autres gestions. Des fonds européens

d) La question des financement est la question clef,. Pour cette raison l'activité d'un CESLSEF doit appuyer la création de modes de financements.

1) La mise en place de fonds régionaux pour l'emploi et la formation.

2) La mise en place d'un Fond national décentralisé pour la sécurisation de l'emploi et de la formation.

3) La Création d'un pôle public financier

4) La mis en place d'un système de cotisations sociales et de prélèvements modulés sur les entreprises.

Le CESLSEF développerait une culture de saisine des fonds de prise en charge et des taux d'intérêt à l'appui des luttes et des propositions alternatives dans les entreprises.

Le CESLSEF porterait un questionnaire public:

Quelle participation des entreprises, quels abondement publics pour l' augmentation des minima sociaux et de l'indemnisation ?

Comment développer une culture de gestion alternative ?

Quels points d'appuis de conseils et d'expertise, avec quels financements ?

Les bonifications d'intérêts doivent-elles concerner toutes les entreprises créant des emplois y compris les grands groupes très florissants ?

Pour la création du pôle public financier, ne doit-on pas nationaliser des établissements bancaires afin de se donner des moyens plus puissants ?

Quelles exigences d'intérêt collectif doivent se manifester vis à vis du secteur bancaire mutualiste pour qu'il revienne à ce qu'était sa vocation initiale.

En guise de conclusion

Toutes ces propositions que nous avons faites sont soumises au débat public et la co-élaboration la plus large possible d'une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation pour chacune et pour chacun. Le débat des élections municipales permet de faire avancer la réflexion des travailleurs et des citoyens dans les différentes entreprises et localités.

1) À propos de la Sécurité d'emploi et de formation, chacun se souvient du texte pour la co-élaboration citoyenne d'une loi élaborée par un collectif de syndicalistes, juristes, économistes et élus, et plus particulièrement par Paul Boccara, Sylvian Chicote, Yves Dimicoli, Josépha Dirringer, Catherine Mills, Alain Morin, Alain Obadia.

Jean-Louis,